



V. Sipahimalani : "Nous ne reviendrons pas en arrière sur la grève de la surveillance du bac"



Pourquoi maintenir l'appel à la grève de la surveillance du bac ?



C'est un appel intersyndical qui concerne la majorité des syndicats. **Ce n'est pas un appel isolé.** Il résulte de l'attitude jusqu'au-boutiste du ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Nous avons des demandes en termes de salaires et de réécriture de la réforme du baccalauréat.

Nous avons demandé une audience au ministère le 29 mai dernier. Mais, sans annonce du ministre qui ne nous répond pas, voire nous explique comment fonctionne l'Éducation nationale, **nous ne reviendrons pas en arrière.**

Que répondez-vous aux parents et aux élèves qui s'inquiètent ?

Nous leur disons de s'adresser au ministère ou à l'administration. C'est vrai que les élèves de terminale peuvent se demander pourquoi ils subiraient les effets secondaires d'une réforme qui ne les concerne pas, mais il s'agit d'un appel pour la solidarité, et la solidarité c'est aussi avec les futurs lycéens. D'ailleurs, **si les examens sont perturbés, ce ne sera pas de notre responsabilité** : si le ministre avait accepté un dialogue, nous n'en serions pas là.

Que reprochez-vous à la réforme du bac ?

C'est un acte très grave qui a été posé avec cette réforme, qui casse la valeur nationale des formations au lycée et du baccalauréat. **Après la réforme, la plus grande partie du bac sera passée localement.** Or, il y a actuellement des fortes inégalités entre les lycées, et nous ne voyons pas comment nous pourrions avoir un bac à valeur égale.

Avec cela et la mise en place du système de spécialités, **ce sont les élèves des milieux défavorisés qui vont en pâtir**, notamment ceux venant des banlieues.